

SURFACTION ET CONTENEURS VIDES OU CHARGÉS DE PIERRES IMPORTÉES

Près de 20 milliards de dinars sont transférés illicitement chaque année

La surfacturation est la principale infraction au change ayant permis aux importateurs véreux de transférer à l'étranger une moyenne annuelle de 15 à 20 milliards de dinars entre 2010 et 2015.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - L'année 2013 a enregistré un pic de transactions illicites dans la mesure où l'équivalent de plus de 40 milliards de dinars ont été transférés à l'étranger par les importateurs mafieux, a déclaré le directeur du renseignement douanier de l'administration des Douanes nationales, Boualem Medjbar à la Radio Chaîne 3.

Parallèlement à ces transferts durant l'intervalle 2010-2015, la Direction des douanes a dressé une moyenne de 500 procès-verbaux par an à l'encontre des contrevenants dépestés. Mais les recherches ne s'arrêtent pas là, selon l'intervenant, puisqu'il s'agit «d'un véritable phénomène et

d'un courant de fraudes avéré». Il a précisé que les services de douanes sont en train de remonter sur les transactions des trois dernières années pour déjouer celles frauduleuses ; «ce n'est pas parce que la transaction a été réglée que les contrevenants ne seront pas inquiétés», a-t-il ajouté.

Cependant, avec le verrou des importations, ces transferts illicites ont notablement régressé. Le directeur du renseignement douanier a déclaré que la valeur des montants de pénalité a été divisée en deux pour le premier semestre de 2016 comparative-ment aux années précédentes : elle s'est chiffrée à 8 milliards de



Un système de veille et d'alerte a été installé au niveau des ports.

dinars. La chute des importations n'est pas la seule cause puisque la Direction des douanes a mis un programme pour la période 2016-

2019 pour lutter contre ce courant, a-t-il affirmé.

Les transactions illicites sont «très difficilement repérables en

amont, on ne les discerne qu'une fois les équipes de contrôle tombent sur des conteneurs présentant une marchandise sans valeur commerciale, pierres ou machines usées, ou qui sont carrément vides». A ce niveau, il est déjà trop tard puisque l'argent a été transféré. C'est pourquoi les mesures envisagées dans le nouveau programme portent sur l'intensification des contrôles en augmentant leur nombre à 700 en 2015 au lieu de 300 en 2012.

En amont, l'intervenant explique qu'un système de veille et d'alerte est installé au niveau des ports et aéroports et une base de données portant sur les marchandises, les transactions et les profils des opérateurs à risque a été établie pour anticiper sur les éventuelles contraventions.

N. B.

BOUDIAF EST CATÉGORIQUE :

«Le décès des trois nourrissons n'a aucun lien avec le vaccin»

Le ministre de la Santé est affirmatif. Le vaccin Pentavalent ne serait pas, selon lui, à l'origine du décès des trois nourrissons dont le dernier cas est survenu récemment dans la wilaya de Blida. Toutefois, souligne Boudiaf, par mesure de précaution, en attendant les résultats de l'enquête, la formulation du vaccin a été changée.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - «Pour ne pas priver nos enfants du vaccin, nous avons décidé de changer la formulation de celui de deux mois», a expliqué hier Abdelmalek Boudiaf en s'exprimant sur le vaccin Pentavalent.

Ainsi au lieu d'un vaccin combiné pour protéger contre cinq virus, un vaccin, en trivalent, a été introduit, tout en maintenant le nouveau calendrier de vaccination. Le ministère de la Santé reconnaît qu'après le décès des deux premiers nourrissons dans la wilaya de Rouiba, après avoir été vaccinés, il y a eu de la résistance envers ce vaccin de la part des parents et du personnel médical.

La nouvelle formulation sera maintenue, nous dit-on, tant que les résultats de l'enquête ne sont pas encore rendus publics et que le doute subsiste chez les parents et le personnel de la santé. Par ailleurs, le ministre de la Santé, et suite à une série de réunions «qui s'inscrivent dans le cadre du dialogue et de la concertation avec le partenaire social», a réuni hier les membres du Conseil national de déontologie médicale.

D'ailleurs, le ministre de la Santé a annoncé qu'il recevra l'ensemble des syndicats de son secteur, un par un, dans les prochains jours.

Le but selon le département de la santé «est d'arriver à la mise en place d'une veille sociale qui permettra d'anticiper et de

traiter les problèmes dans un cadre concerté et réglementé avant qu'ils n'engendrent une situation conflictuelle néfaste au fonctionnement du service public de santé». Une instruction a été,

d'ailleurs, adressée à l'ensemble des DSP et des directeurs d'établissements les exhortant d'établir des calendriers de rencontres périodiques avec l'ensemble des partenaires sociaux.

Boudiaf a rappelé que beaucoup de choses, notamment dans la gestion, seront changées dans le nouveau système sanitaire, une fois la nouvelle loi promulguée. D'ailleurs, à ce sujet, il a indiqué que 69 articles d'appli-

cation de ce projet sont déjà finalisés. Une fois promulguée, la nouvelle loi sanitaire pourra être appliquée dans un délai de six mois, assure Boudiaf.

Trois paramédicaux pour chaque lit d'hôpital d'ici 2019

La norme dans le personnel paramédical sera atteinte d'ici 2019, a assuré le ministre de la Santé. Ses prévisions : trois paramédicaux pour chaque lit.

Une étude sur la population qui se soigne dans le secteur privé

Le ministre de la Santé a appelé les membres du conseil de l'Ordre des médecins à l'aider pour donner un pourcentage sur la population qui se soigne dans le secteur privé.

Le ministre dit vouloir mener une étude pour arriver à situer le secteur public et faire une évaluation.

S. A.

COMMERCE

La reprise des négociations pour l'adhésion à l'OMC à l'ordre du jour ?

Ils ont été nombreux à se prononcer sur la question cette semaine, l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) semble intéresser de nouveau le gouvernement algérien. Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, aurait lui-même instruit les ministères concernés d'accélérer le processus.

En marge de sa déclaration, lundi dernier, sur la levée d'interdiction d'importation des véhicules d'occasion, le ministre du Commerce, Bakhti Belaïb, a précisé que l'ouverture de ce marché est notamment l'une des recommandations de l'OMC.

Connu pour ses positions favorables à l'adhésion de l'Algérie à l'Organisation, le responsable avait annoncé que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, partageait la même attitude et lui avait personnellement donné instruction de «hâter ce processus d'adhésion».

Bien évidemment, le procédé est plus complexe et l'adhésion ne se fait pas par simple directive présidentielle. Une réalité

que Bakhti Belaïb dit en être totalement conscient. Selon lui, la première étape à franchir pour faciliter davantage l'entrée de l'Algérie à l'OMC est de «construire une administration économique flexible, une économie diversifiée et de normaliser la production algérienne». Ceci, afin qu'on puisse tirer parti de cette organisation universelle contrôlant près de 99% du commerce international. Naturellement, si l'on n'a rien à exporter, l'Algérie sera plus exploitée que bénéficiaire de cette éventuelle admission.

Toutefois, le ministre dit être optimiste puisque la conjoncture actuelle contraignante a poussé certains opérateurs à se surpasser. Il a annoncé, dans ce sens,

que le nombre d'exportateurs, de produits agricoles majoritairement, est passé de 1 000 à 1 700 en l'espace de six mois. Il a indiqué à ce propos que son département est en train d'œuvrer à fluidifier l'acte d'exportation car trouvant «déraisonnable» que l'acte d'importation soit aujourd'hui plus rémunérateur que ce dernier.

D'autre part, la qualité ou le nombre des exportations ne sont pas les seuls à améliorer, il y a également le volet réglementaire à adapter et les négociateurs à former.

En effet, le responsable a avoué que la partie algérienne manque de «représentants qualifiés pour défendre ses intérêts au sein de l'Organe de règlement des différends face aux différents pays membres de l'OMC voulant chacun maximiser ses avantages». Ceci en précisant que la partie américaine est particulièrement féroce et protectionniste quand il s'agit de

défendre ses intérêts commerciaux à l'international.

A ce propos, l'ambassadrice des Etats-Unis en Algérie, Joan A. Polaschik, a affirmé mardi, lors du séminaire algéro-américain sur le droit de la propriété intellectuelle et industrielle, «le soutien des Etats-Unis pour l'adhésion de l'Algérie à l'OMC».

Cependant, elle a précisé que l'amélioration de la réglementation quant à la protection de ces droits est réellement déterminante pour cet accès puisqu'il revêt le caractère de fiabilité et la crédibilité de l'Etat.

Concrètement, il y a tout un marché et une économie à normaliser ; l'éducation économique de la législation et des opérateurs ne se fait certainement pas sur le court terme, or le ticket d'entrée à l'OMC devient de plus en plus coûteux en concessions avec le retardement des réformes.

N. B.